Pays arabes, permanence de la révolution

jeudi 26 janvier 2012, par TOSCANE Luiza (Date de rédaction antérieure : 5 janvier 2012).

Le processus enclenché le 17 décembre en Tunisie n'est pas retombé ; il n'est pas non plus en perte de vitesse et se poursuit dans la majorité des pays arabes.

Sommaire

- Des processus révolutionnaires
- Les manifestants, de Tinghir à
- Spontanéité et improvisations
- L'origine des mouvements
- Des mouvements mixtes
- Hic et nunc
- Unanimisme révolutionnaire
- La non participation des (...)
- La dimension sociale est (...)
- Révolution arabe ?
- En revanche les populations
- Des révolutions citoyennes
- Les tapis avant la mosquée ?
- Vers un approfondissement de

Des processus révolutionnaires ?

On assiste à deux sortes de dynamique : l'une franchement révolutionnaire qui se fixe l'objectif de la fin des régimes, comme c'est le cas en Tunisie, Libye, Syrie, Egypte, ou Yémen, et une seconde, réformatrice, qui demande au régime d'entreprendre des réformes.

Mais il s'agit de réformes, pour certaines, tellement substantielles et contradictoires avec l'essence même des régimes, qu'une dynamique révolutionnaire pourrait s'enclencher dans ce processus. C'est notamment le cas du Bahreïn où la monarchie ne peut, sans envisager la remise en cause de son existence même, se permettre d'accorder des droits à la majorité chiite qui compose le royaume.

La différence entre ces formes de processus recoupe le clivage monarchies/républiques. Les dynamiques démocratiques réformatrices sont observables dans les monarchies comme le Maroc, la Jordanie, le Koweït, le Sultanat d'Oman, l'Arabie Saoudite.

Les manifestants, de Tinghir à Sohar

Ce qui est commun à tous les pays, qu'il s'agisse de mouvements réformateurs ou révolutionnaires, compte tenu de l'espérance de vie de ces pays et de la moyenne d'âge des populations (par exemple à Oman, 40% de la population a moins de 20 ans), c'est que toute la population descend dans la rue

et qu'on a l'impression que ce sont des jeunes. Et parfois, il s'agit de très jeunes, puisque ce sont parfois des familles qui manifestent quand ce ne sont pas des enfants. En Syrie, où la mobilisation a commencé par une protestation contre la torture d'enfants, il existe des manifestations d'enfants, des fillettes haranguent les foules.
Le manifestant qui descend dans la rue n'a souvent jamais manifesté de sa vie et ne savait pas la veille qu'il allait le faire. Cela se vérifie dans tous les pays au moment du déclenchement des mouvements.

Il s'agit d'une protestation profondément pacifique, de manifestations de type politique, sans velléité ni intention d'orienter ces processus vers une autre voie. La preuve en est donnée par le refus absolu de la violence. Des manifestants syriens de Deraa, dès le mois de mai, enlevaient leur chemise face aux caméras ou aux téléphones qui les filmaient pour prouver à l'opinion internationale qu'ils n'étaient pas armés, comme le prétendait le régime. Les Yéménites, vingt cinq millions d'habitants - il y aurait soixante millions d'armes en circulation dans le pays - mettent un point d'honneur à laisser leurs armes à la maison quand ils manifestent.

Ce mouvement à caractère pacifique et politique est général. Par la suite, avec l'usure des mouvements et les manœuvres de certains régimes et/ou de l'impérialisme, on a vu apparaître la violence comme en Syrie, au Yémen ou en Lybie, mais elle n'est pas le socle commun.

_ Spontanéité et improvisations initiales

Sans mégaphones, ni banderoles, ni mots d'ordre unifiés, les manifestants sortent à mains nues, munis de leurs seules voix et de leurs slogans improvisés ; cela dénote l'impréparation et la spontanéité de ces révoltes.

Avec le temps, les mouvements se construisent, s'organisent, se dotent de structures d'organisation des manifestations et d'unification des slogans comme on le voit en Syrie où les manifestants fabriquent drapeaux, banderoles et délivrent un thème à chaque manifestation du vendredi, où les moyens techniques apparaissent (écrans, sonorisations, dessins laser dans la nuit, etc.). La Jordanie reste une exception puisque le mouvement qui réunit des milliers de manifestants dans les rue d'Amman le vendredi n'est pas spontané mais issu de la mobilisation de l'opposition, essentiellement les Frères musulmans, idem en Algérie où des opposants ont tenté un temps d'organiser une contestation qui a fait long feu.

La rue a été le théâtre de ces processus, elle a rassemblé les populations.
Tout au début en Tunisie, il y avait des réunions dans les salles des unions locales ou régionales de l'Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT), mais les locaux se sont avérés d'emblée étriqués et toute réunion débouchait sur une manifestation.
Des étudiants ont organisé des sit-in sur le campus, des chaînes humaines dessinant des slogans destinés à être vus d'avion, ou plutôt filmés, des petits groupes ont improvisé des flashes mob sur les rails du métro de Tunis. Dans le sultanat d'Oman, les assemblées générales des grévistes se sont tenues parfois en public.

Selon les pays les manifestations se déclinent de différentes façons, reflet des modes de vie, de la répression et partant de son contournement, et/ou encore de la créativité des insurgés : en Libye on a manifesté en voiture, en Syrie, en mobylette ou à la nage et en bateau dans les fleuves (notamment dans l'Euphrate le 18 juillet) ou encore dans les cimetières (Deir Ez-Zor) où des manifestants ont repris le slogan « les morts veulent la chute du régime », en raison du nombre de morts.. Au Yémen on a dressé des tentes pour occuper la « place du Changement » ; dans les tentes on exerce toutes sortes d'activités artistiques, de la musique, de l'éducation, de la formation aux droits et de la

politisation. On essaie aussi de sauvegarder la vie civile en célébrant des mariages dans les tentes. Un terme a été mis à cette vie alternative par le régime qui a détruit le campement. A Sohar aussi, des tentes ont été dressées sur la « place de la Réforme ». La nuit est mise à profit en Syrie pour des manifestations ou des veillées aux bougies ou dans le Sultanat d'Oman où la place du Changement est fréquentée dans la soirée par ceux qui travaillent en journée.

Les manifestations se déroulent à des rythmes différents : quotidiennes, en Tunisie ou Syrie ou hebdomadaires (ce qui suppose un début de structuration du mouvement car ils ont une semaine pour les préparer) comme à Oman ; ou mensuelles comme au Maroc : le mouvement du 20 février se donne rendez-vous le dernier dimanche du mois (à Paris il y a un rassemblement de soutien tous les derniers dimanches du mois). Gageons que ce rythme mensuel permet plus de structuration, et fait perdre en spontanéité, et laisse la possibilité aux forces associatives, politiques et syndicales de rentrer dans le mouvement pour l'organiser. A moins que le rythme ne soit que le résultat de cette structuration ?

L'origine des mouvements

Généralement, ils ne sont pas nés dans les capitales.
En Tunisie le mouvement est parti de Sidi Bouzid, région agricole paupérisée et marginalisée, en Syrie de Deraa, région également pauvre. Dans le Sultanat d'Oman, le mouvement a eu pour épicentre Sohar, une ville industrielle, au Yémen la ville de Taez a joué un rôle moteur. Au Maroc, à la fin décembre 2010, dans une région berbère pauvre et agricole, soit deux mois avant le 20 février, date « officielle » du début du mouvement, la ville de Tinghir, notamment les chômeurs et les laissés pour compte, manifestait de façon prémonitoire.

Si la dimension sociale n'est pas clairement explicitée dans les revendications, elle est induite, implicite, du fait des populations qui, les premières, se sont lancées dans la bataille ; avec partout des chômeurs, souvent diplômés, qui ont été le fer de lance des mouvements. On le voit en Tunisie au Maroc ou à Oman, mais plus largement c'est bien toute la population qui participe aux mouvements.

Des mouvements mixtes

La mixité n'a pas été de soi partout : en Tunisie, il a fallu du temps pour que le mouvement soit réellement mixte. A tel point que dans un petit village à Mizouna, dans le gouvernorat de Sidi Bouzid en Tunisie, aux premiers jours de l'Intifadha, les femmes sont sorties « elles aussi » ou « à leur tour » et ont constitué un cortège, enfants devant et hommes formant des cordons de protection. Par la suite, le mouvement s'est généralisé à l'ensemble du pays, est devenu interclassiste et a été rejoint par les étudiants et lycéens qui ont apporté la mixité. La participation des femmes obéit donc aux codes locaux, elle est le reflet de ce qui se passe dans la société.
En Lybie, hommes et femmes sont séparés dans les manifestations et les femmes ont joué un rôle à la direction du CNT.
En Syrie c'est souvent le cas mais les jeunes femmes essaient de briser les tabous et comme le mouvement s'y est structuré de façon clandestine, ce sont souvent des femmes cultivées (avocates, universitaires) qui font partie de la direction et ont pris des responsabilités.
Au Maroc, le mouvement est complètement mixte, à l'instar du premier spot d'appel du mouvement du 20 février : un homme, une femme.
A Oman, à ceci près que les cortèges noirs sont séparés : la couleur noire, ce sont des femmes et les cortèges blancs des hommes ! Y compris lors des assemblées générales de la fonction publique, les

hommes et les femmes se regroupent.

Les choses ne sont pas évidentes même si les femmes gagnent une place notoire et reconnue comme au Yémen, à tel point que le seul nom qui a émergé au niveau international est celui de Tawwakul Karman, prix Nobel de la Paix 2012.

Le caractère pacifique et non-violent des intifada facilite la participation des femmes. En revanche, tout début de militarisation les en exclut. Combien de femmes dans l'Armée syrienne libre ? Si en Libye, certaines ont participé à une rébellion armée, c'est parce qu'elles étaient militaires dans l'armée libyenne de Kadhafi, à l'instar de Naïma Rifi, colonel. Et partout les femmes ont vécu la répression générale et une répression spécifique : violées en Libye, soumises à des tests de virginité en Egypte…

Hic et nunc

Pourtant, ces structures ne résistent pas au temps et s'effacent quand le régime s'effondre.
Il n'y a pas de velléité de la part des révolutionnaires de penser à « l'après », tout du moins dans ces cadres ; les comités de coordination en Syrie travaillent nuit et jour et portent tout le mouvement, mais ces structures ne sont pas porteuses d'un programme alternatif pour un régime post-révolutionnaire. L'objectif de ces organisations est d'organiser les manifestations et de progresser au niveau de la coordination.
Les structures d'auto organisation ont mis le temps à voir le jour et sont différentes selon les pays. En Tunisie comme les manifestants avaient souvent tout détruit sur leur passage : les administrations, les organes du pouvoir et de répression, des structures d'auto organisation, embryons d'auto gestion, qui ne disposaient d'aucun fonds, ont dû suppléer momentanément au vide. De même un autre type d'organisation, l'auto défense, a été créé : des milices de quartier pour défendre les habitants ainsi que dans les entreprises où les gens se sont auto organisés là où des dirigeants avaient été chassés, parce que trop liés au régime. Mais ces structures ont disparu ! Donc on peut en déduire une fragilité des structures mises en place par les révolutionnaires. Il s'agit d'une structuration horizontale, sous-tendue par aucune idéologie, et qui ne permet pas l'émergence de leader charismatique, rompant en cela avec une tradition de leadership, assortie du culte de la personnalité qui a prévalu dans ces pays, tant à la tête des Etats qu'à la direction des partis d'opposition, dont les « chefs » ont été systématiquement des hommes « irremplaçables », sauf en cas de décès. Cette démocratie à la base pourrait être une chance pour les femmes.

Unanimisme révolutionnaire

A l'exception du Liban, du Soudan, des EUA ou encore de l'Algérie, -mais pour combien de temps ?-, tous les pays ont connu des débuts de mobilisation, même si elles sont restées fragiles (Mauritanie) ou éphémères (Territoires occupés) et qui dit pays arabes dit un certain nombre de populations non arabes ou de minorités religieuses ou minorités opprimées ou encore le groupe des femmes qui n'est pas une minorité. Il y a eu adhésion pleine et entière de tous ces groupes. Quelques exemples : les minorités nationales kurdes syriennes disent Azadi (liberté en kurde) quand les Arabes scandent horriya, adhèrent au mouvement sans revendication particulariste. Idem pour les femmes, pas de revendication spécifique : on se rassemble autour du slogan : « Dégage ! » pour Ben Ali, « Irhal ! » pour Kadhafi, Moubarek ou Saleh. Idem pour les Berbères du Maroc qui revendiquent avec les Arabes le droit à l'emploi. Même constat pour les Berbères en Lybie. Il n'y a pas de revendication spécifique au niveau religieux pour les Coptes en Egypte ou les Chrétiens syriens. Il faut à ce sujet mettre fin à la propagande syrienne : les membres de toutes les communautés (opprimées ou non)

participent à la révolution, notamment les alaouites dont fait partie le clan Bachar al Assad, et ils sont partie prenante de la lutte, même si ce n'est pas dans une grande proportion.
L'exception dans ce bel unanimisme révolutionnaire restera celle des étrangers qui n'ont pas participé aux révolutions : travailleurs africains en Libye qui craignaient pour leur vie, en raison d'un racisme assorti de représailles systématiques à l'encontre des Africains dont certains ont participé aux milices de Kadhafi et dont une certaine partie sans papiers souhaitaient surtout se mettre à l'abri, travailleurs du Golfe, sauf au Bahreïn où le soulèvement a commencé en février suite à la grève des travailleurs indiens.

La non participation des millions d'ouvriers interroge de façon aigue la dimension sociale des ces mouvement

On a vu que les objectifs étaient la chute des régimes, les réformes démocratiques contre la corruption, la mise en place d'une nouvelle constitution ; pour autant il y a-t-il une composante sociale ? Cela tombe sous le sens en Tunisie, en Egypte, au Maroc avec les grèves qui ont précédé, accompagné et suivi les mobilisations. Dans le sultanat d'Oman, le mouvement a été précédé par la grève de la fonction publique, des sociétés nationales et l'organisation des chômeurs qui ont occupé des places et monté des tentes. Ce fut le coup d'envoi d'un mouvement démocratique pour des libertés dans le sultanat. Au Bahreïn, le mouvement est inauguré par la grève de 1300 ouvriers du bâtiment pour des augmentations de salaires. La composante sociale est absolument évidente ou induite dans une série de pays mais semble absente en Syrie, même si la révolution est partie d'une région paupérisée, et en Lybie, car la composante ouvrière de la société libyenne est composée des étrangers qui n'ont pas participé au mouvement. Dans ces deux pays les révolutions se font sur des mots d'ordre essentiellement démocratiques et c'est aussi le cas au Koweït et en Arabie Saoudite car la non participation de la main d'œuvre étrangère exclut objectivement l'objectif social des révolutions.
Et si on interroge un temps un peu plus long, on constate que ces mouvements ont été précédés de révoltes sociales à répétition. Si vous interrogez Adnane Hajji, un dirigeant du mouvement du bassin minier de 2008, il vous dira que la révolution a commencé en Tunisie à Rédeyef en 2008 et non à Sidi Bouzid en 2010. Au-delà de la concurrence des symboles, il est évident que ces régions ont été ébranlées par des révoltes sociales simultanées en 2008 Tunisie, à Sidi Ifni au Maroc, au Yémen, et que ces dernières, sous forme d'émeutes, sont incessantes en Algérie, un des seuls pays à n'avoir pas connu le type de mouvement qui est l'objet de cette étude.

La dimension sociale est latente dans ces processus démocratiques.

Rien ne permet de prévoir l'irruption des travailleurs dans ces processus. Les grèves incessantes actuelles en Tunisie ont une dimension carrément sociale en revanche les grèves récentes au Yémen ou en Syrie sont des grèves « révolutionnaires » dans le sens où elles visent à faire chuter les dictateurs qu'il s'agisse de la grève générale des activités en Syrie de décembre 2011 ou du mouvement de grèves anti corruption dans les administrations yéménites dit « révolution parallèle ».
Les rythmes ne sont pas écrits d'avance. La dimension sociale est aussi tributaire des positionnements syndicaux, quand les syndicats existent. La nouvelle direction de l'UGTT en Tunisie a dans le même temps désavoué 80% des grèves actuelles pour ne pas y avoir appelé et appelé à une grève concernant plus de 30 000 travailleurs le 25 janvier prochain pour se rétracter quelques jours plus tard à la suite de négociations avec les nouveau gouvernement… A Oman la grève dans la fonction publique de janvier-février 2011 ne relève pas d'un grand mouvement syndical (les syndicats ne sont autorisés que depuis quelques années) mais s'est auto organisée sous forme d'assemblées générales, de sit-in pour demander des augmentations de salaires. On ne sait pas ce

que cela aurait donné puisque, rente pétrolière l'y autorisant, le Sultan a arrosé tous les travailleurs qui ont eu gain de cause et ont repris le travail. Sont restés dans la rue au cours de l'année 2011 les chômeurs et le mouvement démocratique

Révolution arabe ?

Dans la majorité des pays arabes, quelque chose s'est passé. On a peu parlé de certains mouvements, soit parce qu'ils sont restés sans lendemain, ou ont été réprimés ou encore que les médias les ont ignorés comme en Mauritanie avec le mouvement du 22 février, les Territoires occupés en Palestine, mouvement face book pour l'union entre les directions, l'Irak avec un mouvement de chômeurs et des manifestations et la Jordanie, exception qui confirme la règle, car pas spontané mais organisé, le mouvement est dirigé par des opposants politiques avec des manifestations à l'initiative des Frères Musulmans.
Les mouvements sont circonscrits aux pays du monde arabe. Il n'y a pas de débordements sur des pays voisins, même si bien des peuples lorgnent avec envie les Arabes : « Tunes Tunest wa Iran natounest » dit un jeu de mot iranien, soit « La Tunisie a réussi là où l'Iran a échoué », comprendre après les élections de 2009. Il n'y a pas eu non plus de volonté politique de créer une solidarité entre manifestants des différents pays, ni de construire un mouvement à l'échelle arabe. Il y a des échanges techniques via Internet ou des contacts et rencontres organisés ou surtout des manifestations en cas de répression comme dans la péninsule arabique contre la répression au Bahreïn et en Tunisie pour la Libye. Mais il n'y a pas de volonté de construire un mouvement révolutionnaire arabe et pas de dimension « nationaliste arabe » : la cause palestinienne est demeurée absente des mobilisations

En revanche les populations s'adressent au monde, à l'international.

Le mot « Dégage ! » en Tunisie est en français et des pancartes sont rédigées en anglais. Les banderoles en Syrie sont écrites en anglais et chaque manifestation commence par une banderole ou une pancarte portant la date exacte et le nom de la ville pour éviter la manipulation du régime qui veut faire croire qu'il s'agirait d'une vidéo tournée en d'autres temps et d'autres lieux. Il y a aussi en Syrie des banderoles rédigées en russe ou en chinois qui s'adressent aux populations dont les dirigeants soutiennent le régime. L'appel à l'international est très présent tant le sentiment d'abandon est énorme au Yémen et en Syrie face aux massacre de masse, où on peut voir écrit sur les banderoles « Where is the conscience of The World ? » (Syrie, 15 juillet) « Votre silence nous tue » (Syrie, 29 juillet) « Où est l'humanité, Où est le monde censé se tenir à nos côtés ? « (Sanaa, « Place du Changement »)

Des révolutions citoyennes

Si les revendications expriment la soif de réformes, on dit « Halte à la corruption », « Où est passé l'argent du pétrole ? », on réclame « une constitution », des « élections », c'est un catalogue ! Pour les processus révolutionnaires c'est le slogan « Dégage ! », « le peuple veut la chute du régime », « Bachar assassin », « tueur »… Mais en Tunisie cela n'a pas commencé ainsi. On a d'abord réclamé de la dignité pour le peuple, du pain, des emplois, ensuite on est passé à « ministère de l'intérieur, ministère de la terreur ». Il a fallu plusieurs semaines pour revendiquer la chute du régime. Cela a

commencé par des revendications sociales et démocratiques qui ont été évincées par le slogan « Dégage ! », au point qu'à la fin on entendait ce slogan pour le moins inattendu « L'eau et le pain on veut bien, mais Ben Ali, non ! », ce qui traduit le passage à un mouvement interclassiste ; l'essentiel était devenu la chute du régime.

_ Les tapis avant la mosquée ?

Ces mouvements n'étaient pas sous-tendus par une idéologie particulière. Il n'y a pas eu présence, ou création ex-nihilo de partis révolutionnaires. Les manifestants se sont dotés uniquement de structures d'auto organisation. Les mouvements révolutionnaires qui ont suivi le départ de Ben Ali ont eu pour seul mot d'ordre « dégage », ce qui va marquer en creux très vite ce qu'on veut après. Si aujourd'hui en Syrie, on dit qu'on veut la chute du régime mais aussi des emplois, la liberté, la fin de la torture … on va vous rétorquer : « il faut aller à l'essentiel, le départ de Bachar » ; si on avance d'autres revendications que la chute du régime, on risque de passer pour un réformiste. La difficulté que cela sous tend pour un révolutionnaire c'est de lier ces revendications à la chute du régime, préciser que c'est pour après et dessiner quelle Syrie on veut demain. Le maximalisme des revendications pose des problèmes s'il interdit de penser à un programme alternatif d'autant plus qu'il n'y a pas de partis en capacité de le faire.
(Pour une série de raisons historiques liées notamment à l'histoire des Partis communistes arabes et la victoire de la révolution iranienne en 1978, la gauche arabe est restée faible, la gauche révolutionnaire groupusculaire et divisée. Les partis hégémoniques depuis la révolution iranienne ce sont les partis islamistes qui sont l'alternative, avec pour référence non pas Téhéran ou Riadh, mais plutôt la Turquie.)

_ Vers un approfondissement de la révolution démocratique ?

Toutes ces tendances peuvent être infirmées ou confirmées, cela dépend aussi de causes exogènes, non abordées ici : Comment l'impérialisme va-t-il « supporter » certains secteurs de la révolution, comment va-t-il les contourner ou comment va-t-il les réprimer ? Les trois possibilités sont à l'œuvre : en Tunisie, en Libye, en Syrie et aussi les pays du Golfe, très convaincants à coup de dollars, notamment le Qatar ou via l'Arabie Saoudite qui envoie ses troupes au Bahreïn.

Dans l'immédiat, il semble qu'une nouvelle tendance se dessine. L'unanimisme des premiers mois de la révolution se fissure et dans la brèche surgissent de nouvelles revendications, celles des minorités.
Ceci n'est certes qu'embryonnaire et répond à des dynamiques locales, mais qu'on en juge : le 17 juin 2011, des femmes d'Arabie Saoudite, pays où n'existait alors pas de contestation généralisée, manifestent pour le droit à conduire des voitures. Elles ne l'obtiendront pas, mais se verront accorder le droit de vote aux municipales… dans cinq ans !
Le 25 décembre dernier, les Amazighs de Tunisie organisent une manifestation à Tunis pour que soient prises en compte leurs revendications dans la prochaine constitution, une première dans ce pays.
Les chiites d'Arabie Saoudite manifestent contre les discriminations dans les régions orientales de Qatif, d'Al Ahsa et d'Alawwamiyya à la fin de l'année 2011. Les Berbères de Libye revendiquent fortement leur participation au gouvernement libyen. Les apatrides du Koweït, manifestent sans relâche et bravent la répression tous les vendredis de ce début de l'année 2012 pour être exiger d'être des citoyens à part entière.
Enfin, dans le Sultanat d'Oman, où les travailleurs étrangers représentent près de 80% du secteur privé, par deux fois depuis le début de l'année, les travailleurs indiens ont manifesté ; une première

fois 500 d’entre eux ont organisé une marche pour des impayés de salaire, et dimanche 15 janvier plus de 3000 travailleurs étrangers (Indiens, Philippins, Indonésiens, etc.) embauchés à la construction du nouvel aéroport de Mascate se sont mis en grève pour un différend sur la rétribution des heures supplémentaires.

P.-S.

* Cet article reprend pour l’essentiel la conférence publique donnée le 5 janvier 2012 au Club Socialisme Maintenant à Paris.